

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 FÉVRIER 2017

COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 21 février 2017

L'an deux mille dix sept, le treize février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Christine BUCHALET donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Patrick AUDARD

ABSENTS / EXCUSES :

M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Claudine BENGRIBA

Minute de silence suite au décès de Madame Renée GIROUX, veuve de Monsieur René GIROUX, ancien adjoint au Maire.

Désignation de Madame CROS comme secrétaire de séance.

Installation d'un nouveau conseiller municipal, Madame Claudine BENGRIBA, suivant de liste « Rassemblement Bleu Marine ».

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 5 décembre 2016 avec les amendements de Madame S. RICHARD et C. CARLIER.

Propos liminaire de M. le Maire.

Reprise de l'ordre du jour du Conseil municipal au point numéro 2.

ADMINISTRATION GENERALE**1 - INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL**

Vu les articles L2121-1, L2121-4 et R2121-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L270 du Code électoral,

Vu le courrier de Monsieur Alain KATZER en date du 28 novembre 2016 portant démission de son mandat de conseiller municipal,

Vu le courrier du Maire de Chenôve en date du 29 novembre 2016 informant le Préfet de Côte d'Or de la démission de Monsieur Alain KATZER,

Vu le tableau du Conseil Municipal ci-annexé,

Considérant qu'aux termes de l'article L270 du code électoral et sauf refus express de l'intéressé, le remplacement du conseiller démissionnaire est assuré par « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu »,

Considérant, par conséquent, que Madame Claudine BENGRIBA, candidate suivante de la liste « Rassemblement bleu marine pour Chenôve », est désignée pour remplacer Monsieur Alain KATZER au Conseil Municipal,

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte:

ARTICLE 1^{er} : De l'installation de Madame Claudine BENGRIBA en qualité de conseiller municipal.

ARTICLE 2 : De la modification du tableau du Conseil municipal joint en annexe de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

2 - REMPLACEMENT D'UN CONSEILLER MUNICIPAL DÉMISSIONNAIRE AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Vu les articles L2121-1, L2121-4 et R2121-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°59 du Conseil municipal en date du 28 septembre 2015 portant désignation des membres des commissions municipales,

Vu le courrier de Monsieur Alain KATZER en date du 28 novembre 2016 portant démission de son mandat de conseiller municipal,

Vu la délibération n° DEL_2017_001 d'installation de Madame Claudine BENGRIBA en remplacement de Monsieur Alain KATZER,

Considérant qu'il convient de procéder au remplacement de ce dernier au sein des Commissions municipales,

Vu le tableau des Commissions municipales ci-annexé,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De désigner Madame Claudine BENGRIBA en remplacement du conseiller démissionnaire au sein de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

EDUCATION

3 - MODIFICATION DE 5 PERIMETRES SCOLAIRES CREATION D'UNE ZONE TAMPON ET D'UN COMITE DE SUIVI A COMPTER DE LA RENTREE SCOLAIRE 2017/2018

Les six périmètres scolaires de Chenôve n'ont pas fait l'objet de modifications depuis la refonte induite par le redéploiement des élèves du groupe scolaire Paul Bert en 2010.

Or, les opérations d'urbanisme réalisées dans le cadre du PNRU 1 de 2005 à 2015, et celles à venir dans le cadre du NPNRU 2 de 2015 à 2025, ainsi que la prospective scolaire conduite avec la ville de Dijon, exigent de mener une réflexion globale sur la sectorisation actuelle.

Ainsi, un groupe de travail composé d'élus, de l'Inspecteur de l'éducation nationale, du coordonnateur REP+ (Réseau d'Éducation Prioritaire+), du délégué de Madame la Préfète, du Directeur de la cohésion sociale et urbaine, du Directeur de la solidarité et du CCAS, du Directeur des services techniques, de la Directrice de l'éducation et du chef du service scolaire, a engagé une réflexion, sur la période de septembre à décembre 2016, relative au ressort de chacune des écoles située sur le territoire de la ville de Chenôve.

Des travaux de ce groupe de travail, il ressort que les opérations de logements neufs auront un impact sur les effectifs scolarisables à partir de 2021.

Dans l'immédiat, il s'avère cependant nécessaire de proposer quelques ajustements des périmètres à compter de septembre 2017.

Ces ajustements répondent à quatre objectifs :

- Porter une ambition forte de mixité sociale,
- Concourir à la réussite éducative de tous les élèves,
- Favoriser un équilibre entre les six secteurs,
- Mettre en adéquation les futurs besoins de scolarisation et la capacité d'accueil scolaire et périscolaire.

Il s'agirait de procéder à deux modifications de périmètres et de créer une zone tampon comme précisé ci-après.

Seuls les enfants des nouveaux arrivants seraient concernés. Les enfants déjà scolarisés continueraient leur scolarité au sein de leur école.

Les fratries seraient maintenues au sein d'un même groupe scolaire.

Un comité de suivi de la sectorisation pourrait par ailleurs être créé.

Il est précisé qu'outre le groupe de travail visé ci-dessus, les directeurs d'école se sont prononcés favorablement sur ces propositions.

Ces projets d'ajustement ont été présentés, à titre consultatif, aux représentants des parents d'élèves et aux enseignants ainsi qu'aux délégués départementaux de l'Éducation Nationale (DDEN) lors d'une réunion publique le 7 février 2017.

1- Modification des périmètres scolaires des groupes scolaires Grands Crus et Bourdenières :

Le groupe scolaire des Grands Crus a accueilli 305 élèves cette année et a atteint sa capacité maximale y compris sur le restaurant scolaire. Or, ce bâtiment scolaire ne peut pas faire l'objet de travaux d'extension.

L'impact d'une modification de secteur étant progressif et significatif au bout de 4 ans en maternelle et 5 ans en élémentaire, il est nécessaire de modifier le périmètre du secteur Grands Crus dès septembre 2017.

Par ailleurs, le groupe scolaire Bourdenières voit ses effectifs diminuer depuis deux années successives, l'école élémentaire a fait l'objet de deux mesures de carte scolaire avec une fermeture en 2015/2016 et une fermeture en 2016/2017.

Il est donc proposé de transférer :

Vers le périmètre du groupe scolaire Bourdenières, les rues suivantes :

- Rue Roger Salengro numéros impairs du 39 au 57,
- Boulevard Edouard Branly numéros pairs du 2 au 24,
- Rue de Marsannay numéros pairs du 36 au 52 bis.

2- Modification des périmètres scolaires des groupes scolaires Bourdenières et Gambetta :

Le groupe scolaire Gambetta a bénéficié en 2016 d'importants travaux d'aménagement permettant de sécuriser et d'améliorer les conditions d'accueil des élèves et de leurs parents avec la création d'un parvis paysager, la réalisation d'une liaison entre les deux écoles, la mise en valeur de l'enceinte du groupe scolaire.

Il convient de conforter la dynamique engagée pour ce groupe scolaire en élargissant le périmètre de ce secteur par un transfert du périmètre scolaire de Bourdenières vers Gambetta ainsi que par la création d'une zone tampon (Voir point 3).

La rue Gambetta est actuellement répartie sur deux secteurs : Bourdenières et Gambetta. Il s'agirait de faire en sorte que la totalité de la rue Gambetta soit affectée au secteur du groupe scolaire Gambetta.

Il est donc proposé de transférer :

Vers le périmètre du groupe scolaire Gambetta, les :

- numéros impairs du 1 au 3 et numéros pairs du 2 au 8.

3- Mise en place d'une zone tampon sur les périmètres scolaires des groupes En Saint-Jacques, Violettes et Gambetta :

Le principe de la zone tampon serait le suivant : toutes les adresses situées au sein d'une zone déterminée pourraient être affectées à l'un ou l'autre des trois groupes scolaires. Le choix serait opéré en fonction des effectifs scolaires constatés par classe, de la situation familiale et de la capacité d'accueil des bâtiments scolaires.

Une école serait considérée comme étant celle d'affectation première, une seconde école pouvant être mobilisée si nécessaire.

Cette zone tampon permettrait notamment de réguler les effectifs, d'introduire plus de souplesse dans la gestion des périmètres scolaires et de mettre en adéquation les besoins d'accueil scolaire et périscolaire avec les capacités des bâtiments, sans travaux d'aménagement ou d'extension à prévoir.

Cette affectation s'imposerait aux familles de la même manière que pour les inscriptions scolaires hors zone tampon ; en conséquence, toute demande de scolarisation dans un autre groupe scolaire devrait faire l'objet d'une demande de dérogation au secteur scolaire.

La zone tampon se situerait sur le secteur En Saint-Jacques, Violettes et Gambetta et serait déterminée comme suit :

Rues concernées sur le secteur du groupe scolaire En Saint-Jacques :

- Rue des Tamaris n° impairs du 1 au 9,
- Rue des Clématites n° pairs du 4 au 6,
- Rue Pierre Mendès France n° pairs du 2 au 10 et n° 13,
- Rue des Pétignys n° 10.

Rue concernée sur le secteur du groupe scolaire Violettes :

- Rue George Sand n° pairs du 2 au 10.

Rues concernées sur le secteur du groupe scolaire Gambetta :

- Rue Rosa Parks n° impairs du 1 au 17 et n° pairs du 2 au 8,
- Rue Robert Schuman n° pairs du 2 au 14,
- Rue Pierre Mendès France n° impairs du 1 au 11.

4- Création d'un comité de suivi de la sectorisation :

Il est proposé de mettre en place un comité de suivi de la sectorisation qui se réunirait au minimum deux fois par an et qui aurait pour mission de veiller à la cohérence de la sectorisation du territoire compte tenu des objectifs rappelés ci-dessus.

Ce comité de suivi serait constitué des membres du groupe de travail sur la sectorisation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu le code de l'Éducation et notamment l'article L212-7 donnant compétence aux communes pour la définition des périmètres scolaires et l'affectation des élèves en fonction de la sectorisation des écoles,

Vu la délibération n° 4 du 1er février 2010 portant sur la fermeture de l'école Paul Bert et la refonte des périmètres scolaires induite par ce redéploiement,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 2 février 2017,

Vu l'annexe jointe sur les périmètres scolaires,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les modifications des périmètres scolaires des groupes scolaires Grands Crus, Bourdenières et Gambetta et la création d'une zone tampon sur les secteurs En Saint-Jacques, Violettes, Gambetta selon les modalités exposées, à compter de la rentrée de septembre 2017,

ARTICLE 2 : De se prononcer favorablement pour la création d'un comité de suivi de la sectorisation,

ARTICLE 3 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

4 - TRANSFERT DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE DU CCAS VERS LA COMMUNE DE CHENOVE

La commune et le CCAS de Chenôve ont fait de la réussite éducative un axe fort de leur politique éducative. La lutte contre les inégalités scolaires est également un des objectifs majeurs du contrat de ville de la communauté urbaine du Grand Dijon dont la ville de Chenôve est signataire.

Le contrat local d'accompagnement à la scolarité contribue à l'égalité des chances et à la prévention de l'échec scolaire, il propose des actions en cohérence avec les activités scolaires et s'inscrit dans le cadre du Projet Éducatif Territorial mis en place à Chenôve en septembre 2014. Poursuivant un objectif de continuité éducative avec l'école, le Projet Éducatif Territorial propose des dispositifs éducatifs complémentaires dont le dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) et les Nouvelles Activités Périscolaires (NAP).

Le CLAS désigne l'ensemble des actions visant à offrir l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école, appui qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social.

Ces actions qui ont lieu en dehors du temps de l'école sont centrées sur l'aide aux devoirs et les apports culturels nécessaires à la réussite scolaire, ainsi que les notions de travail personnel et d'assiduité scolaire, visant à donner confiance aux enfants.

L'accompagnement à la scolarité joue un rôle de complément en partenariat avec l'Éducation Nationale dans le respect des compétences de chacun.

L'accompagnement à la scolarité permet également d'offrir un soutien et des conseils aux parents ainsi qu'un espace d'information, de dialogue, de soutien et de médiation leur permettant une plus grande implication dans le suivi de leurs enfants.

Le CLAS s'adresse aux élèves les plus en difficultés des six écoles élémentaires de Chenôve et propose l'aide d'un intervenant à raison de deux séances par semaine, dans le cadre d'un accueil collectif de six enfants maximum : les mardis et vendredis de 15h45 à 16h45 hors vacances scolaires.

En parallèle aux objectifs pédagogiques de ce dispositif, c'est-à-dire l'aide méthodologique, l'aide aux devoirs, l'éveil culturel, les intervenants s'engagent auprès des enfants à :

- Promouvoir l'apprentissage de la citoyenneté,
- Favoriser leur intégration fondée sur l'échange, la tolérance, la confiance et l'entraide,
- Faire prendre conscience aux enfants de leurs droits et leurs devoirs,
- Développer leur apprentissage de la vie en collectivité dans le respect des autres, de leurs différences.

Le CLAS est actuellement géré par le CCAS de Chenôve via le centre social, Le Tremplin.

Poursuivant un objectif de cohérence éducative, il serait envisagé, à compter du 1^{er} mars 2017, de confier la gestion du dispositif CLAS à la ville de Chenôve. Les

intervenants CLAS seraient ainsi rattachés à la Direction de l'éducation (service périscolaire).

En effet, cette activité s'inscrit dans le cadre des activités périscolaires gérées par la ville tant au niveau du public ciblé – enfants scolarisés sur les six écoles élémentaires de Chenôve – des objectifs pédagogiques de réussite éducative que des moyens humains mis à disposition : les intervenants du CLAS étant également des personnes ressources sur les NAP.

Ce transfert amènerait une meilleure lisibilité pour les familles qui auraient les mêmes interlocuteurs sur tous les temps périscolaires.

La coordination serait confiée à la coordinatrice en charge du périscolaire, ce qui favoriserait la cohérence et la continuité éducative en prenant en compte les élèves dans leur globalité dans le cadre du parcours éducatif individuel.

Respectant la transversalité nécessaire entre les dispositifs du PRE (Projet de Réussite Éducative) et du CLAS, la Direction de l'éducation et le CCAS favoriseront un partenariat entre les services concernés.

Il est précisé que la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte d'Or participe au financement du dispositif CLAS par le versement d'une prestation de service conformément à la convention d'objectifs et de financement conclue pour la période du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2019.

Il est aujourd'hui proposé de transférer le CLAS du CCAS vers la ville de Chenôve à compter du 1^{er} mars 2017.

Par ailleurs, il est également proposé de reconduire la participation financière des familles, à compter du 1^{er} mars 2017 selon les mêmes modalités en vigueur au CCAS, soit :

MOIS COMPLET

1 ^{er} enfant	4,75 €
2 ^{ème} enfant	3,80 €
3 ^{ème} enfant	2,05 €

MOIS INCOMPLET (mois comprenant 15 jours ou plus de vacances scolaires)

1 ^{er} enfant	2,40 €
2 ^{ème} enfant	1,90 €
3 ^{ème} enfant	1,05 €

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 2 février 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 3 février 2017,

Il est demandé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la prise en charge du dispositif CLAS par la ville de Chenôve conformément aux conditions ci-dessus exposées,

ARTICLE 2 : D'adopter les tarifs du dispositif CLAS à compter du 1^{er} mars 2017 tels que définis ci-dessus,

ARTICLE 3 : De préciser que les dépenses et recettes nécessaires sont inscrites au budget 2017 de la Ville de Chenôve pour la réalisation du projet CLAS,

ARTICLE 4 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous les contrats utiles et plus généralement pour accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

SOLIDARITE

5 - RATTACHEMENT DU SERVICE EMPLOI-INSERTION AU CCAS DE CHENOVE

Dans le cadre de la réorganisation des services de la commune et du CCAS de Chenôve, il est envisagé de transférer le service emploi-insertion de la Direction de la Solidarité de la Ville vers le CCAS de Chenôve, afin notamment de favoriser la transversalité entre les différents secteurs d'action (travailleurs sociaux, animateurs, conseillers emploi).

La reprise du service emploi-insertion par le CCAS de Chenôve s'organiserait à compter du 1^{er} mars 2017 et comporterait corrélativement la reprise des actifs (mobilier en particulier) et la signature des contrats nécessaires liés à ces activités.

Il est précisé que la gestion du dispositif chantier école resterait à la charge de la commune de Chenôve.

Le transfert du personnel s'effectuerait conformément aux procédures en vigueur, étant précisé que la situation administrative de chaque agent concerné demeurerait inchangée (ancienneté, rémunération,...).

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 25 mars 2016,

Vu le tableau des effectifs adopté par le conseil municipal le 5 décembre 2016 lors du vote du budget,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité Publique, Cohésion Sociale et Urbaine et Citoyenneté en date du 31 janvier 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 3 février 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser le rattachement du service emploi-insertion au CCAS de Chenôve conformément aux conditions ci-dessus exposées,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous les contrats utiles et plus généralement pour accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

RESSOURCES HUMAINES

6 - DISPOSITIFS D'INSERTION PROFESSIONNELLE : RECRUTEMENT D'AGENTS EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION - CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI (C.U.I.-C.A.E.) ET EN CONTRAT EMPLOI D'AVENIR

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le dispositif « Contrat Unique d'Insertion » (C.U.I.) est entré en vigueur. Dans le secteur non-marchand, le C.U.I. prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.).

Ce dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi, en simplifiant l'architecture des contrats aidés.

Le dispositif « Emploi d'Avenir » est entré en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2012. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle et l'accès à la qualification des jeunes. Il est conclu sous la forme d'un C.A.E. spécifique pour les jeunes.

Ces dispositifs sont proposés, prioritairement aux collectivités territoriales, afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes à la recherche d'un emploi dans des métiers offrant des débouchés dans le secteur marchand.

Il est possible de recourir à ces contrats en conciliant les besoins de la commune avec la perspective d'aider des demandeurs d'emploi à s'insérer dans le monde du travail.

Dans le cadre du parcours d'insertion professionnelle défini avec les bénéficiaires de ces contrats, la ville confie au Centre Communal d'Action Sociale de Chenôve l'accompagnement en matière d'insertion et de formation.

Ainsi, sur l'année 2017, la Ville de Chenôve souhaite recruter 38 agents territoriaux sous contrats aidés pour exercer les fonctions suivantes : agents de restauration scolaire, agents de service, agents techniques, agents administratifs, animateurs socio-culturels...

Ces contrats à durée déterminée seraient conclus pour :

- Concernant les CUI - CAE : une période de 1 an (6 mois minimum, 24 mois maximum renouvellements inclus - sous réserve notamment du renouvellement de la convention « Contrat unique d'insertion ») et une durée hebdomadaire de travail de 20 heures à 35 heures (l'aide de l'État étant plafonnée à 20 heures),
- Concernant les Emplois d'Avenir : période de 1 an (12 mois minimum, 36 mois maximum renouvellements inclus - sous réserve notamment du renouvellement de la convention « Contrat unique d'insertion ») et une durée hebdomadaire de travail de 35 heures (temps partiel possible sous certaines conditions).

L'État prendra en charge, de 60 % à 80 % de la rémunération correspondant au S.M.I.C. et exonérera de certaines cotisations patronales.

Vu le Code du Travail et notamment ses articles L 5134-19 suivants et R 5134-14 et suivants pour les CUI-CAE, et ses articles L 5134-11 à L 5134-19 pour les Emplois d'Avenir,

Vu la loi n°2008-1249 du 01/12/2008 généralisant le revenu de solidarité active et renforçant les politiques d'insertion,

Vu le décret n°2009-1442 du 25/11/2009 relatif au contrat unique d'insertion,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 31 janvier 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 3 février 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De prendre acte du recrutement des agents dans le cadre du dispositif « Contrat Unique d'Insertion » (C.U.I.) sous la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.) conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : De prendre acte du recrutement des agents dans le cadre du dispositif « Emploi d'Avenir » sous la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.) conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 3 : De prendre acte que Monsieur le Maire mettra en œuvre l'ensemble des démarches administratives nécessaires pour ces recrutements et de signer les actes correspondants étant précisé que les crédits nécessaires sont prévus au budget.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

SOLIDARITE

7 - CHANTIER ECOLE

Afin de lutter contre l'exclusion sociale et professionnelle, la ville de Chenôve conduit depuis plusieurs années, un chantier école ouvert à 12 Chenevelièrès ou Cheneveliers bénéficiaires du RSA.

En lien avec la direction des services techniques de la ville, le chantier école réalise à la fois des travaux de second œuvre du bâtiment (travaux de peinture, carrelage, démolitions, pose de cloisons et petits travaux...) afin de rénover les structures municipales au service du public et des travaux d'espaces verts afin d'améliorer le cadre de vie des Cheneveliers.

Pour l'année 2017, le montant prévisionnel de cette action (fournitures, prestations d'encadrement et de formation, salaires...) est évalué à 265 882,65 €, qui est financée comme suit :

-	Ville de Chenôve :	80 900,00 €
-	Fonds Social Européen (FSE) :	72 982,65 €
-	Conseil Départemental :	21 000,00 €
-	Agence de Services et de Paiement :	91 000,00 €

Il est précisé que la gestion du dispositif chantier école reste à la charge de la commune de Chenôve alors qu'il est envisagé le transfert, à compter du 1er mars 2017, du service emploi-insertion de la ville vers le CCAS de Chenôve.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 31 janvier 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 3 février 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès du FSE une subvention d'un montant de 72 982,65 € représentant 46,94 % d'une dépense éligible de 155 482,65 €, pour une dépense totale de 265 882,65 €,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès du Conseil Départemental une subvention d'un montant de 21 000 € dans le cadre du Plan Départemental d'Insertion (P.D.I),

ARTICLE 3 : De préciser que les dépenses et les recettes prévisionnelles sont inscrites au budget 2017 pour la réalisation du dispositif chantier école,

ARTICLE 4 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous les contrats utiles et plus généralement pour accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

CULTURE

8 - PRESENTATION DU FESTIVAL BONB'HIP HOP - DEMANDE DE SUBVENTIONS

Liberté d'expression et de création, Égalité d'accès à la culture, Fraternité revendiquée et partagée seront les maîtres mots du Festival Bonb'Hip Hop dont la première édition se déroulera les 30 juin et 1er juillet 2017 à Chenôve.

Avec le soutien et l'engagement de l'Association Figure2Style, ce festival accueillera des spectacles de hip-hop de haut niveau au Cèdre et dans différents espaces de la Ville. Les pratiques amateurs seront également valorisées grâce à l'organisation d'un battle et de nombreux ateliers artistiques à destination des jeunes de Chenôve.

La Ville de Chenôve souhaite ainsi promouvoir les expressions chorégraphiques urbaines (hip-hop, battle), mais aussi les esthétiques graphiques liées telles que le street art.

Pour permettre le bon déroulement de ce festival dont le budget prévisionnel est évalué à 39 500 € nets de toutes taxes, il est proposé au Conseil Municipal de solliciter les subventions suivantes :

-	État :	8 000 €
-	Conseil Régional :	5 000 €
-	Conseil Départemental :	5 000 €
-	Mécénat d'entreprises :	6 000 €

Vu l'article 2311-7 du code général des collectivités territoriales,

Vu notamment l'article 28 de l'instruction fiscale 4C 5-04 du 13 juillet 2004 relative au mécénat d'entreprises au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 2 février 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 3 février 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1 : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter la participation financière de l'État, du Conseil Régional, du Conseil Départemental et d'entreprises sous forme de mécénat, et tout autre financeur potentiel, pour participer au financement de la première édition du festival Bonb'Hip Hop,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire, plus généralement à accomplir les formalités et démarches nécessaires à l'obtention de ces subventions.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR



AMENAGEMENT

9 - DÉNOMINATION DE L'ESPACE SITUÉ ENTRE LES FUTURS BÂTIMENTS « COUR MARGOT », LE CENTRE CULTUREL ET DE RENCONTRES, LE CÈDRE, ET LA RUE ARMAND THIBAUT

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Centre-Ville et pour faire suite à la dénomination de la rue Maney et Jacques Pérignon qui avait pour objectif de désigner la voie reliant les rues Changenet et Thibaut au boulevard De Lattre de Tassigny, il convient à présent de permettre l'adressage du programme immobilier « Cour Margot » qui comportera entre autre, des entrées situées en façade Est donnant sur l'esplanade actuelle.

Ces entrées desserviront une partie des logements, le secteur médical et des cellules commerciales.

Il devient nécessaire à présent de délibérer sur la dénomination de cet espace situé entre les futurs bâtiments, le centre culturel du Cèdre et la rue Armand Thibaut.

Cet espace serait dénommé ESPLANADE DE LA RÉPUBLIQUE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion urbaine et sociale et Citoyenneté en date du 31 janvier 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 3 février 2017,

Vu le plan joint en annexe,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de délibérer sur la dénomination des rues et espaces publics,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer le nom « ESPLANADE DE LA RÉPUBLIQUE » à l'espace situé entre les futurs bâtiments « Cour Margot », le centre culturel et de rencontres, Le Cèdre, et la rue Armand Thibaut.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

ADMINISTRATION GENERALE**10 - BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS REALISEES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNEE 2016**

Conformément aux dispositions de l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales, la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune sur l'année 2016 donnent lieu à présentation d'un bilan des acquisitions et cessions réalisées.

Vu l'article L2241-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau des acquisitions et cessions réalisées sur l'année 2016 ci-joint,

Il est demandé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du bilan des opérations immobilières réalisées sur le territoire de la commune au cours de l'année 2016.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

11 - DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises par délégation du conseil municipal, à chacune de ses réunions.

Vu les articles L2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées au tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

La séance est levée à 20h30.



Thierry FALCONNET